

ÉLECTIONS / 350 millions d'électeurs des 27 États de l'Union renouvellent le Parlement de Strasbourg entre le 4 et le 7 juin

Europe : le désamour français

La région provençale, en 1992, a largement répondu "non" (55 %) au référendum sur Maastricht, contrairement au reste du pays qui avait approuvé la monnaie unique avec 50,8 % de "oui". En 2005, notre région a aussi re-

poussé avec plus de force, (58,8 %) le projet de Traité constitutionnel européen que la moyenne de la France (55 %).

D'ici, l'Union européenne est surtout vue comme un carcan bureaucratique, tourné vers les démocra-

ties émergentes de l'Est, au détriment des pays méditerranéens formant notre bassin de vie naturel. Elle est perçue comme un corset qui bride les cultures nationales au profit d'une hypothétique conscience collective européenne - qui tarde à

émerger. Et pourtant, l'Europe est notre horizon politique : 80 % du travail des députés français consiste à transcrire dans notre droit les décisions prises à Bruxelles, voire à Strasbourg. Elle est aussi notre horizon économique, aussi éloignée

soit-elle de nos préoccupations quotidiennes. La Provence et plus généralement la France occupent une place particulière en Europe, comme l'expliquent, ci-dessous, deux chercheurs. ■

T.N.

THIERRY CHOPIN

directeur de recherches de la Fondation Robert Schuman

"L'ABSTENTION AFFAIBLIT L'INFLUENCE FRANÇAISE"



/ PHOTO PQR

On annonce des taux d'abstention record. Pourquoi ?

Des raisons générales concernent tous les pays membres comme la méconnaissance du Parlement européen. Il y a aussi l'idée diffuse que voter à cette élection n'aura pas d'impact. Enfin, et c'est très vrai en France, l'offre politique manque cruellement ou, si elle existe, elle n'est pas visible. Pourquoi y aurait-il une demande, un intérêt des électeurs si les partis politiques ne structurent pas le débat autour d'un certain nombre d'enjeux pouvant susciter des batailles idéologiques ? Plus spécifiquement, la France se caractérise par une hypertrophie du pouvoir exécutif qui dévalorise le pouvoir du Parlement. Ce n'est pas sans impact sur la manière dont beaucoup de Français perçoivent les pouvoirs du Parlement européen.

Et pourtant, les enjeux sont d'importance...

Le Parlement européen exerce des pouvoirs législatifs, budgétaires et de contrôle. Sur l'exécution du budget (130 milliards d'euros), ce n'est pas théorique. En 1999, sous la menace d'un vote de censure, la commission européenne a été poussée à la démission pour mauvaise gestion des fonds communautaires. En France, il faut remonter loin pour se souvenir d'un Parlement qui fait chuter un Gouvernement. Sur un plan plus politique, à côté d'une logique de consensus, il y a, au Parlement européen, une logique politique plus classique avec des députés en conflit sur des bases idéologiques concrètes. Sur la directive Bolkenstein services, sur la directive retour sur l'immigration, le clivage droite-gauche monte en puissance.

Quel est le rapport de la France à l'Europe ?

Il a changé du point de vue du sentiment de l'appartenance. Dans les années 70-80, la Fran-

ce était en tête des pays europhiles. En 1992, on voit une fracture. Pascal Perrineau (centre de recherches politiques de Sciences Po) établit que, sur 26 mesures d'opinion faites entre 1996 et 2008 sur la question "L'appartenance de la France à l'UE est-elle une bonne chose", seuls six sondages dépassent 50 %.

Quelles raisons à cette crise de confiance ?

Ce désamour tient à la culture politique. La France adore l'unité du pouvoir. La décision y tombe d'en haut. À Bruxelles, la décision est le résultat d'un compromis entre partenaires. Pour les Français, compromis est connoté compromission. Plus l'Europe s'élargit, moins les Français s'y reconnaissent ; ils redoutent l'arrivée de nou-

“ L'offre politique fait défaut. Il n'y a pas de grands débats sur les sujets socio-économiques ou les questions d'environnement, d'immigration...”

veaux concurrents. Et puis, l'Europe est d'abord un marché économique fait de libéralisme, de concurrence. C'est vrai qu'on ne tombe pas amoureux d'un taux d'intérêt. Le citoyen n'est pas qu'un homo economicus, il a besoin - c'est ce qui manque à l'Europe - d'une véritable dimension politique. On constate une difficulté à mettre en scène le débat sur tel ou tel enjeu économique, social ou en matière de libertés, d'immigration. Il faut, au niveau européen, une véritable compétition politique entre programmes, entre options politiques. Cela pourrait susciter un intérêt pour l'Europe et pour ce scrutin. ■

Recueilli par Luc Leroux

CHRISTIAN LEQUESNE

Centre d'Études et de recherches internationales

"L'HEXAGONE EST VU COMME UN PAYS PARADOXAL"



/ PHOTO PQR

La France, qui a refusé la Communauté européenne de défense et la Constitution est-elle vue comme l'empêchement de construire l'Europe en rond ?

Pas exactement. Elle est vue comme un pays paradoxal, qui effectivement dit non en 1954 et en 2005, mais qui est présent dans les grandes occasions. C'est elle qui propose la Communauté économique du charbon et de l'acier (CECA) à l'Allemagne, ouverte aux autres pays. Et elle est là dans les grandes occasions, la Communauté économique européenne, la monnaie unique... Elle est moins prévisible que la toujours eurosceptique Grande-Bretagne ou que la toujours europhile Belgique.

“ La France est moins prévisible que la toujours eurosceptique Grande-Bretagne ou la toujours europhile Belgique.”

Le non des Français en 2005 a-t-il fait de la France un pays eurosceptique ?

C'est un phénomène général dans tous les pays d'Europe. Plus vous avez fait d'études, plus vous occupez une position sociale élevée dans la société et plus vous êtes favorables à la construction européenne. Avant la discussion sur Maastricht, l'Europe était l'affaire de hauts fonctionnaires, ce qui était gage d'efficacité mais aussi de déficit démocratique. En 1992, le débat est venu sur la place publique. La ligne de fracture a dépassé les clivages politiques. Le PS est, aujourd'hui encore, partagé.

Que reste-t-il de l'idéal des fondateurs ?

Le rêve d'un gouvernement européen qui se substituerait aux gouvernements nationaux s'est évanoui avec l'élargissement aux pays de l'Est. On constate chez les responsables français une nostalgie de la petite Europe. Je regrette qu'à 27, la France se contente d'une relation forte avec l'Allemagne.

Les autres pays comprennent-ils notre souhait de nous tourner vers le Sud plus que vers l'Europe centrale ?

Non, bien sûr. L'appartenance à l'Europe géographique et culturelle était un thème très fort dans ces pays quand ils étaient sous le joug soviétique, chez ceux qu'on appelait alors les "dissidents". Pour eux, l'Europe est un projet civilisationnel, alors que le Maroc, par exemple, n'est géographiquement pas en Europe. À ce sujet et à un niveau plus franco-français, je déplore que le président de la République, Nicolas Sarkozy, tente de conforter l'identité européenne en utilisant la question de l'éventuelle entrée de la Turquie en Europe comme un repoussoir.

Le taux d'abstention aux élections européennes s'annonce massif en France. Et ailleurs ?

Le phénomène est général, à part en Belgique où le vote est obligatoire et au Luxembourg. La crise économique mondiale pouvait montrer aux électeurs la raison d'être de l'Europe. Les experts demandent tous une meilleure régulation à ce niveau. Mais on a vu que les responsables politiques, eux, ont eu peur des conséquences de la crise sur leur réélection et ont tous opté pour des solutions nationales pas toujours concertées pour répondre à la crise mondiale. ■

Recueilli par Thierry Noir

► Auteur de "La France dans la nouvelle Europe", Éditions Sciences-Po.

INTERNET

La France a-t-elle perdu son influence ? Comment susciter à nouveau un intérêt pour l'Union ? Les politiques ont-ils tendance à "nationaliser les succès de l'Europe et à européaniser ses échecs" ? Réagissez sur laprovence.com

VERS UN RECORD HISTORIQUE DE L'ABSTENTION

Selon la dernière enquête Eurobaromètre, le taux d'abstention prévu pour le 7 juin en France serait de 66 %, un record depuis la première élection au suffrage universel du Parlement européen. En 1979, elle était de 37 %. L'abstention pourrait toucher la majorité des 27 et notamment la Pologne où, selon Eurobaromètre, seuls 17 % des Polonais assurent être certains d'aller voter. La logique proportionnelle

incite partout à l'appel au vote utile car, explique un spécialiste, "le non-vote d'un électeur qui s'abstient alors qu'il aurait voté pour un parti important contribue à l'affaiblissement de l'influence de son pays". Les formations politiques les plus actives dans la campagne sont souvent eurocontestataires. Longtemps dans le peloton de tête, la France se situe désormais à la 16^e position sur l'échelle de l'europhilie.

736 SIÈGES DE DÉPUTÉS

Les 27 pays de l'Union européenne désigneront au total 736 députés pour la mandature 2009-2014, qui siégeront au Parlement de Strasbourg (et une semaine par mois pendant les sessions à Bruxelles). Ce chiffre est en baisse. L'actuelle mandature compte en effet 785 membres. La France, comme l'Italie et le Royaume-Uni, ne disposera plus que de 72 sièges (contre 78 auparavant) alors que le nombre d'eurodéputés allemands (99) reste inchangé. Le plus petit pays, Malte, compte 5 représentants.